



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

CGT Éduc'action - 263 rue de Paris - case 549 - 93515 Montreuil cedex
Mel : unsen@ferc.cgt.fr - Site : www.cgteduc.fr

État des écoles à Marseille : l'inquiétude demeure...

Le 5 novembre dernier, un immeuble du centre-ville de Marseille s'écroulait faisant plusieurs victimes et provoquant l'écroulement des immeubles voisins. Cette horreur a provoqué colère et peur dans la population locale qui s'est sentie abandonnée par les pouvoirs publics locaux, peu embarrassés avec la culpabilité.

Aujourd'hui, la question de la sécurité dans Marseille reste très présente. En effet, de nombreux immeubles ont été évacués ces derniers jours par précaution et les personnels de l'école voisine (école Cours Julien) ont demandé d'urgence une expertise afin que la sécurité des élèves et des personnels soit garantie. Face à l'incertitude qui entoure l'état de cette école, des mesures conservatoires ont été prises par les personnels et l'accès à la cours est désormais interdit. Jusqu'à quand ?

Pour la CGT Éduc'action, cette triste actualité marseillaise témoigne de l'état plus que dégradé de très nombreux immeubles au cœur de la ville, qu'ils soient privés ou municipaux. Depuis des années, la municipalité n'a pas fait de la rénovation de l'habitat une priorité. Elle a laissé les citoyen·nes et usager·ères dans des situations très détériorées. Aucun plan de grande ampleur n'a été entrepris.

Ces immeubles plus que vétustes ne sont pas sans rappeler l'état de très nombreuses écoles marseillaises. La CGT Éduc'action avait déjà soulevé le problème début 2016 pour montrer la très grande précarité dans laquelle étudiaient les élèves et travaillaient les personnels. À l'époque, et en moins de 48h, 143 écoles marseillaises sur 444 s'étaient manifestées pour signaler des problèmes graves dans leur école : câbles électriques dangereux, bâti délabré, problèmes d'humidité, chauffage défectueux, trous dans le sol, fenêtres remplacées par du contreplaqué, murs envahis par le salpêtre, cour de récréation insalubres, infiltration des eaux de pluie, grillages défoncés, extincteurs volés, présence de nuisibles, mobiliers insuffisants... La liste est longue et elle n'était malheureusement pas nouvelle. En effet, la CGT Éduc'action s'était voulue lanceuse d'alerte dès janvier 2015 en intervenant auprès des autorités académiques. Face à cette situation, la municipalité (mais aussi les pouvoirs publics de l'État) avait dans un premier temps nier les faits et ses responsabilités, un peu comme en ce triste mois de novembre.

Grâce à la mobilisation des collègues, des syndicats, des habitant·es et de la presse, un plan de rénovation avait été décidé... La lutte, comme toujours, a payé. Des travaux d'urgence ont bel et bien eu lieu. Mais comme la CGT avait alors prévenu, le plan était insuffisant au regard de l'état général de toutes les écoles. Pour seule réponse, le Maire a annoncé un plan d'un milliard d'euros pour vendre une trentaine d'écoles aux multinationales du BTP dans le cadre de Partenariat Public Privé, délaissant toutes les autres. Plus que jamais, la CGT Éduc'action exige que des mesures d'urgence soient prises rapidement pour garantir la sécurité de toutes et tous dans les écoles marseillaises. Les investissements publics pour le bien commun sont plus que jamais prioritaires sur les investissements spéculatifs.

Montreuil, le 20 novembre 2018